

□ LE CANADA ACCUEILLE LE SOMMET ÉCONOMIQUE 1988 □

Le gouvernement du Canada sera l'hôte du quatorzième Sommet économique, qui se tiendra à Toronto du 19 au 21 juin 1988. Le Premier ministre Brian Mulroney accueillera les chefs des six autres principales démocraties industrialisées — la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique — ainsi que de la Commission des communautés européennes. Le Canada avait déjà été l'hôte du Sommet économique de 1981, qui avait eu lieu à Montebello, près d'Ottawa.

Depuis 1975 — année où Valéry Giscard d'Estaing a organisé le premier sommet économique à Rambouillet, en France —, de nouveaux ponts de coopération internationale ont été construits en vue de rétablir et de maintenir la croissance économique mondiale. Parmi les réalisations du Sommet, mentionnons les ententes visant à contrôler le terrorisme aérien, la déréglementation du secteur énergétique et la réduction de certaines barrières protectionnistes restreignant le

commerce international. Le Sommet n'a ni siège ni secrétariat permanents. Depuis le début de ses assises annuelles en 1975, il a été tenu par rotation dans les divers États membres : à Rambouillet, en France (1975), à Porto Rico (1976), à Londres (1977 et 1984), à Bonn (1978 et 1985), à Tokyo (1979 et 1986), à Venise (1980 et 1987), à Ottawa/Montebello (1981), à Versailles, en France (1982) et à Williamsburg, aux États-Unis (1983).

Bien que les sommets économiques ne soient pas un lieu de décision, ils constituent néanmoins une occasion unique pour les chefs des principaux pays industrialisés de discuter de problèmes communs de façon directe et sans formalités. Collectivement, les participants au Sommet peuvent mettre en branle des changements couvrant toute la gamme des questions d'intérêt général et, souvent, dresser un programme pour agir sur le système économique international.

L'objectif permanent des sommets est d'arriver à établir des politiques économiques compatibles parmi les pays

participants afin de favoriser une croissance mondiale qui puisse être soutenue, et de définir des réponses efficaces et cohérentes aux défis économiques à mesure qu'ils se présentent. La nécessité d'une coordination accrue des politiques reflète la grande interdépendance des nations dans l'économie globale d'aujourd'hui.

L'ordre du jour des questions de fond qui seront examinées au Sommet 1988 sera dressé par Mme Sylvia Ostry, la représentante personnelle du Premier ministre au Sommet économique. Le Canada tâchera d'aider à faire progresser l'ensemble des questions qui seront étudiées : l'adoption de politiques macroéconomiques appropriées; le protectionnisme et la nécessité de renforcer le GATT; les difficultés économiques des pays en développement les plus pauvres; la dette des pays du Tiers monde; les relations Est-Ouest; et d'autres questions économiques et politiques □

□ ACCORDS DE RÉCIPROCITÉ D'EMPLOI CONCLUS AVEC LE BRÉSIL □

Le 6 juillet 1987, les ambassades du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique, lors d'une cérémonie conjointe, ont échangé des lettres avec le ministre des Relations extérieures du Brésil, l'honorable Roberto de Abreu Sodré, qui constituaient des accords de réciprocité d'emploi visant à permettre aux personnes à la charge d'employés des missions diplomatiques et des ambassades dans leurs pays respectifs de travailler sur le marché local.

Ce n'est pas la première fois que le Canada conclut un tel accord, mais il s'agit d'un précédent historique pour le Brésil, qui n'avait jamais signé de tels accords de réciprocité. Aussi nous a-t-il fallu deux ans pour mener les négociations à terme. Finalement, c'est probable-

ment à la suite de l'intervention personnelle du ministre des Relations extérieures lui-même, qui a contribué à moderniser les conditions d'affectation du service

diplomatique brésilien, que ces accords ont pu être conclus □

Richard Belliveau
Conseiller et consul



De gauche à droite: Roberto de Abreu Sodré, ministre des Relations extérieures du Brésil, Marcos Azambuja, sous-secrétaire à l'Administration, Richard Belliveau, conseiller et consul à l'ambassade du Canada et Harry Schlaudeman, ambassadeur des États-Unis.

Photo par: Chuck Barry